

Chronique

Europe désunie, Europe dominée, par Nicolas Baverez

LE MONDE ECONOMIE | 07.06.10 | 15h20 • Mis à jour le 08.06.10 | 10h05

La crise asiatique de 1997, annonciatrice des bulles et des krachs de la décennie 2000, fut un choc régional majeur dont les causes sont avant tout financières : surévaluation des monnaies liées au dollar, afflux de capitaux, expansion démesurée du crédit bancaire à la fois peu régulé et garanti par les Etats. Mais la forte compétitivité de l'Asie, renforcée par les efforts de productivité réalisés au titre des programmes d'ajustement, fut la clé de son relèvement rapide, à l'image de la Corée du Sud et de l'Indonésie.

La crise européenne de 2010, elle, constitue la troisième phase du krach du capitalisme universel. Elle a débuté par un effondrement du crédit, s'est poursuivie par la déflation, avant de se propager aux risques souverains.

Elle comporte quatre dimensions.

Financière, avec l'accumulation de dettes publiques - 100 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012 -, à laquelle s'ajoutent des engagements de retraite vertigineux (434 % du PIB).

Bancaire, avec une dégradation des bilans et une interdépendance des établissements qui expliquent les tensions renouvelées sur la liquidité.

Economique, avec la croissance molle et la sous-compétitivité d'un continent dont la part dans la production et les échanges mondiaux ont chuté respectivement de 20 % à 15 % et de 28 % à 22 % au cours des années 2000.

Politique, avec la perte de crédibilité des institutions européennes - de la Commission à la Banque centrale européenne (BCE) - et l'absence de pilotage macroéconomique de l'Union et de la zone euro.

Depuis le déclenchement de la crise grecque, en octobre 2009, l'Europe a non seulement fait systématiquement trop peu et trop tard, mais elle n'a cessé de se désunir et de se contredire à propos du plan de sauvetage d'Athènes et de ses contreparties, du rôle du Fonds monétaire international (FMI), du financement du fonds de secours, de la monétisation des déficits par la BCE ou des ventes à découvert. Le dernier avatar de cette cacophonie concerne la surenchère des plans de rigueur, sous la pression croisée des marchés et de l'Allemagne.

Le modèle économique de l'Europe du Sud - dont la France -, qui fait reposer la croissance sur la hausse de la dette publique, augmentée de la défaisance des dettes privées, est insoutenable. Mais sa conversion repose sur des conditions aujourd'hui non remplies telles que l'engagement des pays déficitaires dans des politiques d'ajustement crédibles à moyen terme - en lieu et place de l'accumulation anarchique de mesures d'économies et de sanctions exigées par Berlin - ou encore la coordination des politiques économiques, incluant un effort de soutien de la consommation des

pays excédentaires couplé au désendettement de l'Europe du Sud. Faute de quoi l'ensemble du continent risque de basculer à nouveau dans la déflation et le chômage de masse.

La constitution rapide d'un plan d'aide de 750 milliards d'euros et l'application effective par la BCE du programme d'achats de titres de dette publique sont, en dépit des recours ou des réserves de la Bundesbank, indispensables pour éviter une implosion de l'euro.

Enfin, plutôt que des décisions unilatérales sur les ventes à découvert, un accord sur la régulation financière en Europe s'impose, alors que le Sénat américain vient d'adopter la réforme de Wall Street voulue par l'administration Obama. L'Europe et l'euro représentent aujourd'hui, comme hier le système bancaire, un risque systémique pour l'économie mondiale. Les Etats-Unis, qui ont mobilisé le FMI pour aider à leur sauvetage, puis convaincu la Chine d'y participer, l'ont parfaitement compris.

De même qu'il eût été possible de tuer dans l'oeuf le risque de défaut grec, les solutions à la crise européenne sont connues et à la portée des Européens : création d'un gouvernement économique et reconnaissance d'une solidarité budgétaire et fiscale ; relance du grand marché et mise en application de la stratégie de Lisbonne ; évolution de la politique économique vers plus de souplesse monétaire et de rigueur budgétaire ; coordination des programmes d'ajustement de l'Europe du Sud et de soutien à l'activité en Europe du Nord ; dévaluation de l'euro pour soutenir la compétitivité et relancer les exportations.

Si les dirigeants et les citoyens se révèlent trop pusillanimes pour effectuer les réformes nécessaires à l'échelle de leurs nations et de l'Union, l'Europe n'ira certes pas à l'implosion ou à la banqueroute. Mais elle sera renflouée par les Etats-Unis et l'Asie. Et elle le paiera d'un statut de protectorat économique. Après avoir inventé le capitalisme et dominé 70 % des populations et des terres émergées, l'Europe verrait sa souveraineté ruinée non par les totalitarismes qu'elle a enfantés, et dont elle a triomphé grâce à l'aide décisive des Etats-Unis, mais par son impuissance à relever le défi de l'universalisation du capitalisme.

Voilà pourquoi il est urgent que les Européens redécouvrent que l'Europe est leur bien commun et la clé de leur avenir dans la mondialisation.

Nicolas Baverez est économiste et historien.

Article paru dans l'édition du 08.06.10

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
» Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
Depeches » Blogs » Economie » Immobilier » Le Post.fr groupe
» Opinions Programme



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions